

Le chef de l'opposition (M. Stanfield) a demandé au ministre l'autre jour quand il ferait une annonce de ce genre. D'ici quelques jours, a répondu le ministre. Monsieur l'Orateur, j'entends cette promesse depuis mon arrivée ici. J'ai demandé au ministre s'il traiterait, au cours de sa déclaration, des principaux directeurs concernant les logements sociaux. Il m'a répondu qu'il en parlerait vraisemblablement. Les municipalités en ont assez de ces compromis et de ces faux-fuyants. J'espère que la question sur les sociétés de construction que j'ai posée au ministre ce matin, sera examinée très favorablement quand la province de l'Ontario commencera d'intervenir dans ce domaine. Si nous ne concevons pas des moyens permettant d'attirer des fonds hypothécaires dans le secteur du logement, alors le gouvernement ne pourra en aucune façon achever au cours des cinq prochaines années le million d'unités qu'il a en projet. J'espère que le gouvernement saura prêter une oreille attentive à mes propos.

• (2.50 p.m.)

Selon les statistiques, en 1967 il y a eu 164,123 mises en chantier; en 1968, 196,878 et le chiffre prévu pour 1969 est 190,000. L'objectif quinquennal de un million de nouvelles unités de logements que le gouvernement s'est fixé est probablement fondé sur le rapport du groupe d'étude sur le logement et la rénovation urbaine, qui indique à la page 23:

Un minimum d'un million de nouveaux logements, d'ici cinq ans, permettrait au marché du logement d'absorber la demande nouvelle et de rattraper en même temps au moins une partie du retard causé par la surpopulation, le vieillissement et la pénurie générale de logements.

La Commission fixe un objectif d'un million de logements nouveaux d'ici 1973,...

... c'est ce qu'indique le rapport de la Commission d'étude...

... mais elle souligne que c'est là un objectif minimal et elle espère bien que les réalisations sauront le dépasser largement.

**Une voix:** Nous atteindrons cet objectif.

**M. Alexander:** Que votre ministre agréé certaines sociétés de construction, et vous pourriez peut-être y parvenir. On peut prévoir, sans crainte de trop se tromper, que 190,000 nouveaux logements seront mis en chantier cette année; et il faudra que chaque année, d'ici à 1973, soit une année sans précédent sous ce rapport. Il faudrait donc construire tout près de 205,000 logements pour atteindre ce qui, d'après la Commission Hellyer, n'est que le strict minimum. Étant donné l'accroissement de la demande, influencée surtout par la cadence rapide de la formation de nouvelles familles et de nouveaux foyers, effet à retardement de la forte

[M. Alexander.]

natalité d'après-guerre, le Conseil, en extrapolant, a prévu qu'il y aura une augmentation totale d'environ un million trois quarts de nouveaux logements en huit ans, de 1967 à 1975.

Je sais que vous êtes sur le point de me signaler l'heure, monsieur l'Orateur, mais puis-je avoir une minute de plus pour conclure?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. La Chambre autorise-t-elle le député à poursuivre ses observations au-delà de son temps de parole?

**Des voix:** D'accord.

**M. Alexander:** J'ai presque fini, monsieur l'Orateur. Pour accélérer, je vais lire les observations qu'il me reste à faire, même si selon mon ami du Nouveau parti démocratique, les députés devraient apprendre à parler sans l'aide de notes dactylographiées. Nous y arriverons un jour. Il y a une nouvelle génération d'hommes politiques à la Chambre, monsieur l'Orateur, d'hommes conscients de leurs fonctions ici et de la nécessité pour eux d'avoir une image grâce à laquelle les Canadiens comme je l'ai dit à des jeunes ici même aujourd'hui, respecteront cette assemblée. Je ne crains pas que le gouvernement actuel contribue à faire diminuer ce respect, parce que c'est notre fonction de nous assurer qu'il se maintiendra dans notre tradition séculaire de grandeur et de compréhension.

Le gouvernement actuel est obsédé de choses abstraites et n'a pas envie de s'attacher aux nombreuses urgences actuelles dont je n'ai mentionné que quelques-unes. Au contraire, on nous demande à nous, les parlementaires qui représentons le peuple Canadien, de traiter comme s'il s'agissait de problèmes urgents, l'avortement, l'homosexualité et les droits linguistiques.

Il n'est pas douteux que ces choses ont leur importance, mais aussi il me semble qu'elles ne devraient avoir aucune priorité dans un pays comme le nôtre, où une action immédiate s'impose dans le secteur économique.

Le titre de l'un des derniers exposés du Conseil économique du Canada est «Défi posé par la croissance et le changement». C'est un défi qui a toujours été esquivé par ce gouvernement, bien qu'il évoque sans cesse les défauts de notre économie et indique les moyens concrets de parer à bien des situations graves.

En conclusion, ce qu'il faut à notre pays c'est un gouvernement conscient des réalités; un gouvernement qui a une politique corrective des problèmes d'urbanisation, toujours plus aigus; un gouvernement qui peut établir des programmes-éclair, et qui veut surtout raffermir l'économie canadienne, réaffirmer notre identité et notre intégrité nationales et